

Introduction

L'essor électoral des partis et entrepreneurs populistes représente sans nul doute un des phénomènes politiques les plus remarquables de ces deux dernières décennies. De nombreux mouvements a priori assimilables au populisme occupent une position centrale au sein des systèmes politiques des démocraties occidentales contemporaines, en France, dans l'ensemble de Europe et, au-delà, sur les continents américains (Kriesi 2014, Ivaldi et Zaslove 2015, De la Torre 2015, Inglehart & Norris 2016, Oliver & Rahn 2016, Hernández & Kriesi 2016).

Ce « moment populiste » prend des formes diverses. En Europe occidentale, le populisme s'identifie historiquement aux formations de droite radicale (Mudde 2007, Van Kessel 2015), mais on trouve également trace du populisme à gauche de l'échiquier politique (Alonso & Rovira Kaltwasser 2015), dans de nouvelles formations de gauche radicale (March 2007, 2011, 2017) telles que Syriza en Grèce (Stavrakakis & Katsambekis 2014) ou Podemos en Espagne (Ramiro & Gomez 2016). En Italie, la victoire récente du M5S aux élections législatives du 5 mars illustre par ailleurs une idiosyncrasie populiste « post-moderne » qui se laisse moins aisément placer sur l'axe politique traditionnel et témoigne du caractère protéiforme du phénomène populiste (Ivaldi et al. 2017).

Dans le champ scientifique, une importante littérature a été consacrée à la définition de ce populisme « pluriel », à ses stratégies de mobilisation et aux facteurs de son succès électoral. Nombre de travaux existants se sont attachés à identifier les dimensions idéationnelles du populisme, sa morphologie distincte en tant qu'idéologie (Canovan 1999, Mény & Surel 2000, Mudde 2004, Stanley 2008, Mudde & Rovira Kaltwasser 2012, Moffitt & Tormey 2014, Müller 2016). A cette réflexion théorique sont venus plus récemment s'ajouter des efforts d'appréhender le populisme au sein des opinions publiques, en tant que dimension attitudinale individuelle chez les citoyens (Akkerman et al. 2014, Anduiza et al. 2018, Van Hauwaert & Van Kessel 2018). Cette mesure empirique du populisme marque un progrès essentiel vers une meilleure compréhension de la nature profonde du phénomène, de ses ressorts idéologiques et, au-delà, des éléments structurels qui pourraient permettre de délimiter les contours d'un « vote populiste » au-delà des frontières traditionnelles de la gauche et de la droite.

S'inscrivant dans cet ensemble de recherches, cet article propose d'évaluer l'effet du populisme « d'en-bas » –c'est-à-dire en tant que disposition attitudinale individuelle– sur la structuration du choix électoral, à l'occasion de l'élection présidentielle française de 2017. L'étude du cas français est particulièrement appropriée à l'objet : le populisme s'y manifeste à la fois dans ses variantes de gauche et de droite (Ivaldi 2018a), et les partis identifiables au populisme y ont connu un succès électoral sans précédent à l'occasion de la dernière séquence électorale.

A partir des données de l'enquête post-électorale nationale conduite dans le cadre du programme européen SCoRE (*Sub-national context and radical right support in Europe*)¹ et de l'enquête électorale française (ENEF-CEVIPOF)², cet article s'attache à définir les contours du populisme comme attitude et d'en mesurer l'impact sur l'orientation du choix électoral, s'agissant, d'une part, de l'adéquation entre offre et demande populistes, et, d'autre part, de l'interaction du populisme avec les formes idéologiques plus substantielles auxquelles il vient s'adosser et qui lui confèrent sa connotation politique dominante.

L'article propose tout d'abord une revue –inévitavelmente partielle– de l'imposante littérature sur le populisme pour cerner les éléments d'une définition « minimale » opérationnelle du phénomène, puis décrit les dimensions de la mesure du populisme comme attitude avant d'en évaluer la présence au sein des électorats français en 2017. Deux aspects importants sont analysés : d'une part, la congruence entre populisme de l'offre (partis) et populisme de la demande (électeurs) ; d'autre part, la question de l'effet des attitudes populistes sur l'orientation du choix électoral au regard des attaches idéologiques plus profondes et des préférences socio-économiques et culturelles structurantes du vote.

Populisme, gauche et droite

Le populisme est sans nul doute un des concepts les plus discutés dans le champ scientifique depuis la fin des années 1960 (Mudde & Rovira Kaltwasser 2017). En dépit de sa « popularité » médiatique et académique, il n'existe pas encore à ce jour de théorie unifiée du populisme (Colliot-Thélène & Guénard 2014, Poblete 2015, Müller 2016: 38). Certains auteurs voient dans le populisme un phénomène trop hétérogène pour être catégorisé (Ionescu & Gellner 1969) ; d'autres définissent le populisme essentiellement comme un style ou un discours politique (Canovan 1999, Jagers & Walgrave 2007; Moffitt & Tormey 2014, Van Kessel 2015, Aslanidis 2016, Casero-Ripollés et al. 2017, Stavrakakis et al. 2017) ou une stratégie (Weyland 2001). D'autres, enfin, voient dans le populisme une idéologie, un corpus cohérent et organisé d'idées (Mudde 2004).

Il n'est pas lieu ici de tenter de clore ce débat, mais de noter que, depuis une quinzaine d'années, un relatif consensus académique s'est établi au plan international autour d'une définition « minimale » du populisme (Mudde 2004), de ses caractéristiques essentielles comme ensemble distinct et repérables d'idées, qui doit permettre d'établir une distinction substantive entre acteurs populistes et non-populistes. Cette perspective opère à un niveau suffisant d'abstraction, qui rend possible l'importation du concept de populisme dans divers contextes nationaux ou régionaux –à l'image notamment du regard croisé sur le populisme en Amérique latine et en Europe–, et aide à identifier les conditions nécessaires et suffisantes de sa définition et de son opérationnalisation empirique (Mudde & Rovira Kaltwasser 2012).

¹ Enquête réalisée par l'Institut BVA pour l'Université de Nice-Sophia Antipolis (<https://www.score.uni-mainz.de>)

² Je remercie Martial Foucault, Directeur du CEVIPOF, Sylvain Brouard, ainsi que toute l'équipe en charge de l'Enquête électorale française (ENEF) (<https://www.enef.fr>).

Le populisme est appréhendé ici comme une construction idéationnelle spécifique du champ politique, qui le différencie notamment de la simple démagogie électoraliste ou de la critique de « l'establishment ». Il se définit avant tout comme un principe d'organisation et de légitimation du pouvoir fondé sur deux propositions fondamentales : d'une part, une représentation polarisante d'une société politique divisée en deux blocs antagonistes, l'un dominant (l'élite), l'autre subordonné (le peuple) ; d'autre part, une revendication à représenter seul le pôle « subordonné » ou « exclu » de cette distribution duale de l'espace politique, c'est-à-dire le « peuple » construit au travers d'une série spécifique de signifiants culturels, ethniques ou socio-économiques (Stavrakakis et al. 2017: 448/449). Il est important d'insister ici sur la nature complémentaire et non disjonctive de ces deux propositions : c'est bien leur présence simultanée qui spécifie le populisme et le différencie d'autres formes idéologiques ou discursives (Stanley 2008, Akkerman et al. 2014).

Le populisme est une idéologie de l'antagonisme et de rejet du consensus. L'appel au peuple en constitue le point nodal. Le populisme oppose systématiquement le « peuple » aux « élites » ou, pour reprendre ici les termes de Pierre Birnbaum, les « petits » aux « gros » (Birnbaum 2012a). Il est un monisme idéologique, fondamentalement anti-pluraliste. Son imaginaire fonctionne selon une « logique d'équivalence » (Stanley 2008 : 96) : chacune des deux entités –le peuple et l'élite– est construite comme un tout homogène, et cette opposition s'exprime en termes fondamentalement manichéens –le bien contre le mal. Rosanvallon (2014) parle pour sa part d'un processus de « simplification » au travers duquel le populisme considère « le peuple comme un sujet évident, défini par sa différence avec les 'élites' » (p.35).

Le populisme repose sur l'affirmation du primat absolu de la souveraineté populaire (Mény & Surel 2000), sur l'idée d'une « authenticité de la volonté populaire libérée des artifices de la représentation » (Leca 2012: 91). Le peuple des populistes est décrit comme une communauté imaginaire, un sujet politique global, « pur », doué de volonté, et qui serait dépossédé de sa souveraineté par une élite politique oligarchique, « caste » tournée vers elle-même, coupée des aspirations véritables du peuple, incompétente ou aveugle, cynique ou corrompue. Immanquablement, les tribuns populistes s'arrogent le monopole de la représentation du peuple « authentique », se faisant porte-parole des « oubliés », des « gens » ou de la « majorité silencieuse ». Cette prétention à représenter seul le peuple demeure un aspect central du populisme (Müller 2016). Elle s'adjoint, comme le remarque Hermet (2001: 50), d'une temporalité spécifique liée à l'exploitation d'une aspiration à la réalisation immédiate des revendications populaires.

Une seconde idée formulée dans la littérature comparative, empruntée celle-ci aux travaux de Michael Freeden (1996), est celle du populisme en tant qu'idéologie « fine » (*thin-centered ideology*) (Mudde 2004), c'est-à-dire relativement pauvre, car ne proposant pas une vision totalisante du monde, à la différence par exemple d'idéologies à la morphologie plus dense telles que le marxisme ou le libéralisme. En tant qu'idéologie « fine », le populisme vient s'adosser à des idéologies plus substantielles, qui lui donnent sa coloration et lui fournissent l'ensemble des concepts politiques nécessaires à l'élaboration d'un programme d'action et de mobilisation. Dès lors, le populisme ne se place pas en amont des identités politiques traditionnelles, au risque de les dissoudre, ainsi que s'en inquiètent par exemple Collovald (2005 : 159) et, plus récemment, Fassin (2017 : 22) ; il vient au contraire s'arrimer à ces socles plus épais de valeurs et de représentations. Il peut, le cas échéant, en modifier les contours à la marge, sans toutefois en altérer totalement le noyau central.

Taggart (1998) a souligné cette malléabilité et plasticité du populisme. Pour Taguieff (2002: 84), le populisme en tant que « type de mobilisation sociale et politique » est « compatible avec n'importe quelle idéologie ». La recherche contemporaine sur le phénomène populiste en distingue principalement deux macro-occurrences, l'une de gauche, l'autre de droite. Cette spécification repose sur des critères idéologiques et spatiaux, et elle s'articule avec une représentation multidimensionnelle de l'espace politique électoral (Rooduijn & Akkerman 2017, Rooduijn et al. 2017).

En cela, l'examen contemporain du populisme s'inspire très directement de la littérature consacrée à la logique de compétition telle qu'elle se donne à voir dans la plupart des démocraties occidentales, c'est-à-dire structurée, pour l'essentiel, par une dimension « matérialiste » socio-économique, d'une part, et par une dimension culturelle, d'autre part (Kitschelt 1994, Hooghe et al. 2002, Kriesi et al. 2008). Le premier axe est organisé par des valeurs et des enjeux économiques, autour de préférences égalitaires, opposant un pôle « socialiste » et un pôle « capitaliste » (Kitschelt 1994) ; la seconde dimension repose quant à elle sur une logique culturelle et regroupe des enjeux relatifs aux mœurs, à l'autorité et à l'immigration. En France, la pertinence de cette structure bidimensionnelle a été discutée et validée empiriquement dans de nombreux travaux (Tiberj 2013, Bornschier & Lachat 2009, Gougou & Labouret 2013).

Les notions de gauche et droite populistes sont ainsi appréhendées à partir des positions occupées par les acteurs populistes sur ces deux dimensions (Mudde & Rovira Kaltwasser 2012). A droite, le populisme est le plus souvent associé à la droite radicale. Il se définit comme une forme culturellement exclusive, et, à ce titre, opère principalement sur la dimension non-matérialiste de compétition, politisant des enjeux liés à l'immigration, à l'autorité et à l'identité nationale (Mudde 2007). Ce populisme réunit des formations partisans telles que le Front National en France, le Parti de la liberté (PVV) de Geert Wilders aux Pays-Bas, le FPÖ autrichien ou la Ligue du Nord de Matteo Salvini en Italie.

Le Front national français est classiquement considéré comme le modèle prototypique de ce populisme de droite radicale en Europe (Mudde 2007). Dès les années 1980, Taguieff (1984) caractérisait la doctrine du FN comme relevant d'une synthèse « national-populiste ». Le « peuple » idéalisé par le mouvement lepéniste est traditionnellement défini en termes culturels, un peuple-ethnos, quand bien même le discours mariniste a posé les bases d'un « social-populisme » redéfini par les questions économiques (Ivaldi 2015)³. De par l'ampleur de son succès électoral, et la continuité de son idéologie et de sa praxis politique (Crépon et al. 2015), le Front national de Marine Le Pen se trouve encore aujourd'hui au centre de gravité de la famille droites radicales européennes et demeure, à ce titre, une instance très reconnaissable de populisme (Ivaldi 2016).

A gauche, le populisme est associé aux enjeux socio-économiques et à une critique du libéralisme économique, autour d'une volonté de régulation du marché et de redistribution des richesses, face aux puissances financières. Ce populisme est avant tout inclusif dans sa volonté de représenter les demandes émanant des groupes sociaux défavorisés et minoritaires, et il s'appuie généralement sur des valeurs humanistes et universalistes (Katsamberis 2017: 205). Historiquement, le populisme de gauche est associé avec le développement des

³ Mayaffre (2017: 148) montre que ce registre social a constitué un lexique important de la candidate frontiste tout au long de la campagne présidentielle de 2017.

mouvements populaires en Amérique latine au tournant des années 2000. Dans le contexte de la crise financière de 2008, les enjeux économiques ont présidé à l'émergence en Europe de formations de gauche radicale populiste telles que Syriza en Grèce (Stavrakakis & Katsambekis 2014) ou Podemos en Espagne (Ramiro & Gomez 2016, Anduiza et al. 2018). Des études récentes suggèrent que nombre de mouvements post-communistes européens se sont, à des degrés divers, appropriés le registre populiste (Gómez-Reino and Llamazares 2015), abandonnant la *Weltanschauung* marxiste et l'internationalisme ouvrier pour adopter la *vox populi* (March 2017: 3).

Ce glissement est visible en France : la trajectoire de Jean-Luc Mélenchon et de sa *France insoumise* atteste de la cristallisation dans le champ politique d'un populisme de gauche, inspiré notamment du dialogue du leader de LFI avec les animateurs du courant post-marxiste, Chantal Mouffe et Ernesto Laclau. Les discours et la praxis politiques de Jean-Luc Mélenchon recourent les contours de l'idéologie populiste. On y retrouve la construction d'un antagonisme fondamental entre « l'oligarchie » ou la « caste », flanquée du « parti médiatique » aux mains des « neuf milliardaires »⁴. Birnbaum (2012b : 115) identifie cette « posture populiste revendiquée » dès 2012, qui déjà annonce ce que sera le « dégagisme » en 2017. Mouffe (2017) voit dans le populisme de Jean-Luc Mélenchon une nouvelle forme de résistance à « l'oligarchisation de nos sociétés ». Les données fournies par l'Observatoire du Discours Politique Français témoignent de manière empirique de l'importance de ces termes dans la rhétorique du candidat de LFI lors de la campagne de 2017 (Cf. Figure 1).

Figure 1

Le populisme mélenchonien fait sien l'appel au peuple –en témoigne son slogan « l'ère du peuple ». Mouffe (2016) insiste sur la notion de peuple comme « construction discursive ». En rejetant l'alliance avec ce qu'il reste de la « vieille gauche »⁵, Jean-Luc Mélenchon s'arroge de fait le monopole de la représentation de ce peuple plébéien, « un peuple, explique Birnbaum, homogène de citoyens innocents, loyaux, durs à la tâche et vertueux » (2012b : 114). Un peuple plus « sans culotte » que « bolchevik » comme le remarque Mayaffre (2017: 133). Contrairement au « peuple » dans l'imaginaire de droite radicale, le peuple de la gauche populiste se présente sous la forme d'une entité plurielle, inclusive et politiquement active, non restreinte par des considérations de genre, d'origine, de race ou d'orientation sexuelle (Stavrakakis & Katsambekis 2014: 135). L'analyse logométrique des discours présidentiels que propose Mayaffre (2017) éclaire cette distinction : si Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen se disputent le terme « peuple », le premier convoque essentiellement une conception civique tandis qu'il symbolise essentiellement la nation et les frontières dans le discours de la seconde.

A gauche de l'axe politique, la reconfiguration par le populisme de la notion de peuple vise à établir une « chaîne d'équivalence » au sein d'un ensemble d'acteurs, d'identités, de demandes et d'intérêts, en soulignant leur opposition à un « autre » commun, représenté par l'establishment politique et/ou l'élite néolibérale, divisant au final l'espace social en deux camps antagonistes (Stavrakakis & Katsambekis 2014: 129). Pour Mouffe (2017), l'enjeu du

⁴ Voir notamment : <https://melenchon.fr/2018/02/26/la-semaine-ou-macron-devisse-bain-de-boue-pour-tous/>

⁵ Encore récemment : <http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/2018/02/27/25001-20180227ARTFIG00178-meme-pas-en-reve-melenchon-ferme-la-porte-a-une-alliance-avec-hamon-aux-europeennes.php>

populisme de gauche est de parvenir à articuler la variété des demandes sociales existantes « dans la construction d'une volonté collective, construire un peuple qui fédère les demandes des classes populaires et des classes moyennes précarisées ». Chez Jean-Luc Mélenchon, ce processus de création d'un « nous » passe notamment par l'appel récurrent aux « gens », dont Mayaffre (2017: 132) souligne qu'il est un élément central de la rhétorique du candidat de la France Insoumise, et dont on notera par ailleurs qu'il fait très directement référence à « *la gente* » de Pablo Iglesias et Podemos en Espagne (Ivaldi 2018a).

Ces populismes pluriels interagissent avec une troisième dimension de compétition, relative à l'internationalisation et à l'intégration européenne (Ivaldi 2018b). Cette ligne de clivage, qui a pu être décrite notamment par Pascal Perrineau en France comme une opposition entre société « ouverte » et « société » fermée (Perrineau 2001), recoupe les dimensions socio-économique et culturelle. Kriesi et al. (2008) avancent la thèse selon laquelle la compétition politique s'organiserait désormais entre deux pôles de « démarcation » et « d'intégration », opposant les « perdants » et les « gagnants » de la globalisation. Certains auteurs attribuent à cette dimension transnationale un statut de troisième axe de compétition dans l'espace européen (Bakker et al. 2015).

Kriesi et al. (2008) voient dans les partis de droite radicale les principaux acteurs du pôle de démarcation. Plus récemment, Kriesi & Pappas (2015) ont souligné l'impact de la « grande » récession économique. A leurs yeux, dans ce contexte socio-économique particulier, les enjeux relatifs à la dénationalisation sont mobilisables par un populisme de gauche, fondés sur un antagonisme socio-économique. Hernández & Kriesi (2016) montrent que la crise économique a profité à l'ensemble des acteurs populistes du spectre gauche-droite en Europe occidentale. Pour les auteurs, la crise a créé une structure d'opportunité favorable pour une gauche populiste capable d'adopter une position sociale et économique national-protectionniste.

L'imbrication du populisme de gauche et du patriotisme constitue un élément central de cette évolution, de la prétention du populisme à incarner une mobilisation transversale et de la distanciation progressive qui s'opère entre la gauche populiste et les valeurs internationalistes historiques du marxisme ou les préférences cosmopolites de la gauche libérale (March 2017). S'appuyant sur l'expérience des révolutions national-populaires latino-américaines, le populisme de gauche européen a théorisé la nécessité « d'hégémoniser l'identification nationale » et d'opérer un « mariage entre la nation et le peuple » fondé sur une « conception radicalement démocratique et égalitaire de la patrie »⁶, par la formulation d'un « patriotisme de gauche progressiste » insistant sur la justice sociale et l'égalité (Ruiz Jiménez et al. 2015, Mouffe 2016, March 2017)⁷.

La résistance du populisme à l'ouverture s'exprime dans l'opposition à l'Europe⁸. Marks et al. (2006) ont traditionnellement observé que l'Euroscepticisme se situe aux deux pôles extrêmes –à gauche sur l'axe économique, à droite sur la dimension culturelle–, soit plus ou moins précisément la localisation des formations populistes (Rooduijn & Akkerman 2017).

⁶ Voir à ce sujet l'entretien avec Iñigo Errejón, <http://lvsl.fr/macron-est-un-caudillo-neoliberal-entretien-avec-inoigo-errejon>

⁷ Cf. l'entretien avec Chantal Mouffe : <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2017/04/11/31001-20170411ARTFIG00090-entretien-exclusif-avec-chantal-mouffe-la-philosophe-qui-inspire-melenchon.php>

⁸ On retrouve cette question de l'intégration européenne comme un éventuel nouveau clivage dans l'espace partisan dans la littérature française (Sauger et al. 2007, Belot et al. 2013, Cautrès 2017a).

L'euroscépticisme représente un élément commun des formations radicales de gauche et de droite (De Vries et Edwards 2009, Halikiopoulou et al. 2012). Kneuer (2018) a récemment mis en lumière un lien entre populisme et Euroscépticisme et décrit l'opposition à l'UE comme un trait commun des populismes, voyant dans ce nouveau « tandem » la confirmation de l'existence d'un clivage transnational traversant la dimension gauche-droite, et dont le populisme pourrait être l'émanation.

Populisme de l'offre, populisme de la demande ?

Défini comme un ensemble structuré, distinct et repérable d'idées, le populisme peut être appréhendé et mesuré à la fois chez les acteurs politiques –partis et leaders– mais également chez les citoyens (Panizza 2005, Van Hauwaert & Van Kessel 2018). De nombreux travaux se sont récemment attachés à l'identification et à la mesure du populisme au sein des programmes et des discours des partis et leaders politiques (pour une revue exhaustive de ces recherches, voir Pauwels 2017).

Retrouve-t-on chez les électeurs cette même vision populiste du champ politique ? Est-il possible d'en prendre la mesure et d'en évaluer l'impact sur les préférences électorales ? Existe-t-il une congruence entre populisme de l'offre et populisme de la demande ? Ces questions sont au cœur d'un ensemble de travaux empiriques récents (Hawkins et al. 2012, Akkerman et al. 2014, 2016, Elchardus & Spruyt 2016, Anduiza & Rico 2016, Van Hauwaert & Van Kessel 2018). Ces diverses études attestent de l'existence d'attitudes populistes structurées dans la population, distribuées de manière inégale dans les groupes sociaux, diffuses sur l'ensemble du spectre politique, à gauche comme à droite, et dont on peut démontrer qu'elles exercent une influence directive sur les choix électoraux⁹.

Dans le cadre de l'enquête électorale SCoRE conduite en 2017 et de l'Enquête électorale française (ENEF) du CEVIPOF, nous avons proposé aux répondants la batterie de mesure des attitudes populistes, opérationnalisée par Akkerman et al. (2014), à partir de six items organisés autour des caractéristiques retenues pour une définition « minimale » du populisme (Cf. tableau 1). Les items POP1 et POP2 reflètent l'idée d'un primat de la souveraineté populaire ; les items POP3 et POP4 expriment la division entre le peuple et les élites ; enfin, les items POP5 et POP6 évoquent l'aspect normatif du populisme, son jugement manichéen sur les élites politiques, qui touche plus généralement aux sentiments anti-establishment dont on sait qu'ils constituent une dimension importante –mais néanmoins non suffisante– du populisme (Akkerman et al. 2014 : 1329).

Tableau 1

⁹ Ces travaux s'inscrivent plus largement dans le cadre du projet *Team Populism* (<https://populism.byu.edu/Pages/Home.aspx>).

Les résultats des items individuels témoignent de la force des représentations populistes du champ politique en France à l'occasion de l'élection présidentielle de 2017 (Cf. Figure 2). L'affirmation de la primauté de la souveraineté populaire recueille des notes moyennes de 4.4 (POP1) et 4.1 (POP2) sur l'échelle de 1 à 5. La césure entre peuple et élites est également perçue comme une réalité par la plupart des enquêtés, avec des notes moyennes de 4.2 et 4 sur les items POP3 et POP4. Enfin, on mesure une nouvelle fois l'ampleur du sentiment anti-élites en France : une très large majorité estime que les hommes politiques parlent trop et n'agissent pas assez, avec une note moyenne de 4.4 sur l'item POP5. Pour beaucoup, le compromis en politique constitue d'abord un renoncement à ses principes (note moyenne de 3.6 sur l'item POP6).

Figure 2

Nos données attestent, on le voit, de l'existence, en France, d'un pool important d'électeurs susceptibles d'adhérer au discours des partis populistes. Les niveaux observés dans le cas français sont comparables à ceux qui ont pu être relevés à partir de cette même batterie de questions dans plusieurs pays européens. L'étude comparative par Anduiza & Rico (2016) livre des résultats similaires et place la France aux côtés des pays d'Europe méridionale tels que l'Italie, l'Espagne ou la Grèce, où le populisme est le plus développé (p.10). Ces résultats correspondent également aux niveaux particulièrement élevés de défiance à l'encontre du personnel politique tels que régulièrement mesurés, par exemple, par le Baromètre de la confiance en politique du CEVIPOF depuis 2009¹⁰.

Pris individuellement, cependant, chacun de ces items ne constitue qu'une facette du populisme. C'est bien la présence simultanée de toutes ces composantes qui définit et spécifie le populisme et le distingue d'autres formes d'attitudes vis-à-vis du système et de la représentation politiques (Stanley 2008). Il s'agit avant tout, d'isoler une structure d'attitude plus profonde à partir de ces divers éléments. Le tableau 2 montre des corrélations positives significatives entre tous les items de populisme, et ce dans chacune des deux enquêtes. Ces corrélations témoignent de la cohérence des opinions exprimées individuellement et permettent de valider l'hypothèse selon laquelle ces items renvoient à une même dimension « latente » de populisme¹¹.

Tableau 2

¹⁰ Cf. <http://www.cevipof.com/fr/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof/>. L'enquête SCoRE mesure pour sa part le sentiment que « les responsables politiques en général se préoccupent peu ou pas du tout de ce que pensent les gens comme eux » : sur l'échelle proposée de 1 à 7, les répondants obtiennent en moyenne une note de 5.2.

¹¹ Une analyse exploratoire en composantes principales confirme la présence d'une solution satisfaisante avec facteur unique (% variance expliquée = 47%) et des saturations toutes supérieures à 0.5.

L'homogénéité des réponses est vérifiée par le coefficient Alpha de Cronbach, qui vaut 0.77 dans chacune des deux enquêtes, soit une valeur suffisamment élevée pour confirmer l'unidimensionnalité de l'échelle construite. L'hypothèse d'un « trait latent » de populisme est validée par une analyse de Mokken, qui permet un ensemble de tests plus contraignants que le seul coefficient Alpha¹². Dans les deux enquêtes, les coefficients d'homogénéité H des six items de populisme sont tous supérieurs au seuil généralement retenu de 0,3, confirmant l'unidimensionnalité de l'échelle. Le coefficient H de l'échelle globale est de 0,4, soit un niveau également satisfaisant d'échelle dite « moyenne ».

Pour chaque répondant, un « score » unique de populisme est calculé à partir de la moyenne de ses réponses aux six items de l'échelle. La distribution des répondants sur l'indice ainsi obtenu est présentée dans la Figure 3. Dans l'enquête SCoRE, le score moyen de populisme sur l'ensemble de l'échantillon s'établit à 4,1 sur une échelle variant de 1 à 5. La moyenne de l'échelle composée à partir des mêmes items dans la vague 13 de l'Enquête électorale française du CEVIPOF, conduite les 16 et 17 avril 2017 à la veille du premier tour de l'élection présidentielle, est de 3.9.

Figure 3

La figure 3 montre la distribution des enquêtés sur l'échelle de populisme dans ces deux enquêtes. On note l'asymétrie plus forte de cette distribution dans les données SCoRE, décalée vers la droite (*skewness* = -0,92). Ce « biais » populiste reflète naturellement les distributions initiales des items individuels et témoigne de l'amplitude du phénomène dans l'espace politique français à l'occasion des élections de 2017. La distribution des attitudes populistes apparaît moins fortement marquée à droite dans l'enquête ENEF (*skewness* = -0,42), pour l'enquête réalisée avant le premier tour.

Populisme et choix électoral

Dans quelle mesure le populisme, en tant que dimension attitudinale, influence-t-il les choix électoraux et, en particulier, le vote en faveur des deux principaux candidats populistes en 2017, Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen ?

Les scores moyens de populisme des électorsatés présidentiels de 2017 nous livrent une première indication (Cf. Figure 4). Les données de l'enquête SCoRE montrent que le populisme différencie clairement les supporters des trois candidats « mainstream » –Hamon (3.9), Macron (3.85) et Fillon (4.0)–, dont le niveau de populisme demeure en-dessous de la moyenne, des électorsatés des candidats populistes –Le Pen (4.4), Mélenchon (4.2) et Dupont-

¹² L'analyse de Mokken est une méthode exploratoire basée sur une généralisation du modèle de Guttman au sein de la famille des théories de réponses aux items (IRT), applicable à des items ordinaux. Les tests d'unidimensionnalité sont effectués sur une base probabiliste en fonction du niveau de « difficulté » de chaque item, en incluant la possibilité d'erreurs (réponse hâtive (*speeding*), mauvaise compréhension, réponse aléatoire, etc.). Les modèles de Mokken permettent en outre de valider le caractère monotone croissant de l'échelle et l'indépendance locale des items qui la composent, c'est-à-dire le fait que la réponse d'un individu à un item ne permet pas de prédire les réponses qu'il donnera aux autres items d'un questionnaire et que ces dernières sont dues à la position de l'individu sur le trait latent mesuré (Van der Ark 2012).

Aignan (4.25), dont les scores moyens sont plus élevés que la moyenne de l'électorat français en 2017. Au sein de ce deuxième groupe, les électeurs FN se distinguent par le degré le plus élevé de populisme de l'ensemble de l'échantillon¹³.

On observe une distribution très comparable dans l'enquête ENEF, à l'exception notable des électeurs de François Fillon qui présentent ici le plus faible niveau de populisme de l'ensemble de l'électorat. Cette différence tient sans doute pour partie à la sous-représentation de l'électorat Fillon dans l'enquête SCoRE, notamment les électeurs les plus âgés dont on va voir qu'ils sont statistiquement moins enclins au populisme.

Figure 4

Peut-on distinguer un effet propre du populisme sur le comportement électoral, distinct de celui de formes similaires de représentations du politique ? Le tableau 4 présente les résultats de deux modèles logistiques pour tenter de discerner l'effet des attitudes populistes sur le vote en faveur des deux principaux candidats populistes –Jean-Luc Mélenchon (modèle 1) et Marine Le Pen (modèle 2) – contrasté avec les trois candidats mainstream (Hamon, Fillon et Macron), et ce en contrôlant l'effet de facteurs socio-culturels –genre, âge, niveau de diplôme, profession, religion et patrimoine– ainsi que de l'affiliation idéologique gauche-droite et d'un ensemble de corollaires cognitifs et comportementaux des attitudes populistes (voir Tableau 3 pour les statistiques descriptives de ces indicateurs).

Tableau 3

Le choix de ces variables de contrôle répond à trois logiques liées : la première concerne les dimensions qui sont aujourd'hui au cœur de l'analyse des ressorts socio-culturels du populisme comme attitude –c'est-à-dire en tant que phénomène à expliquer–, en particulier le capital culturel, mesuré ici par le niveau de diplôme, dont la littérature montre qu'il joue un rôle important dans l'adhésion à une vision populiste du champ politique, s'agissant notamment du populisme de droite (Ivaldi 2017) ; la seconde s'inscrit dans la tradition plus ancienne de l'analyse électorale française, en mobilisant les variables « lourdes » du choix électoral telles que le sexe, l'âge, la profession ou le patrimoine, ainsi que le positionnement idéologique gauche-droite, dont on sait qu'ils demeurent des facteurs déterminants du vote en France (Nadeau et al. 2012).

Enfin, les modèles présentés dans le tableau 4 nous offrent l'opportunité d'examiner la singularité du populisme, au regard d'autres mécanismes traditionnellement mobilisés pour expliquer le soutien électoral en faveur de partis périphériques protestataires tels que LFI ou le FN. A cet égard, Akkerman et al. (2014) invitent à contrôler l'effet propre du populisme par un ensemble de variables relatives à la défiance vis-à-vis des institutions ou du fonctionnement de la démocratie en général, ainsi qu'aux sentiments d'aliénation politique et économique (*grievances theories*), de compétence politique et à l'intérêt pour la politique. Les

¹³ S'agissant des abstentionnistes, leur populisme reste légèrement supérieur à la moyenne (4.15) et les situe à un niveau intermédiaire, entre les soutiens des candidats populistes et ceux des candidats des trois principales formations de gouvernement.

données de l'enquête SCoRE permettent de tester plusieurs de ces facteurs, à savoir le sentiment subjectif de difficultés économiques, l'intérêt pour la politique, le sentiment de compétence politique (efficacité interne) et le sentiment de n'avoir que peu de prise sur les décisions politiques (efficacité externe)¹⁴.

Tableau 4

Sociologie du vote populiste

Les résultats des modèles logistiques proposés dans le tableau 4 livrent tout d'abord des éléments sur le profil sociologique des électorats populistes de 2017. Les soutiens de Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen répondent à une même logique d'âge et de capital culturel : les électeurs populistes se distinguent clairement par leur jeunesse et par leur plus faible niveau de diplôme –notamment les électeurs lepénistes, deux facteurs qui les différencient des supporters des partis mainstream. Notons que l'on retrouve également en 2017 le *gender gap* traditionnel de la droite radicale, avec une représentation plus forte de l'électorat masculin¹⁵.

Les données confirment le caractère populaire du populisme, dans les couches salariales basses, notamment les employés et les ouvriers. L'électorat Mélenchon apparaît sans doute à cet égard plus interclassiste, l'ancrage ouvrier étant surtout particulièrement marqué dans l'électorat Le Pen, une observation en phase avec ce que l'on sait plus généralement de la prolétarianisation du vote FN (Gougou 2015), de sa pénétration récente chez les précaires (Mayer 2017)¹⁶ et de son « enracinement de classe » (Perrineau 2017a : 144). Les résultats du modèle 2 en témoignent : les probabilités théoriques de vote Le Pen sont significativement plus élevées chez les employés et, plus encore, les ouvriers : l'effet marginal moyen pour la catégorie « ouvrier » comparée à celle de « cadre supérieur, profession libérale », augmente la probabilité théorique du vote Le Pen de près de 20 points.

En 2017, le populisme s'installe dans un électorat de couches sociales inférieures, reflétant le clivage idéologique entre deux France, opposant les possédants aux non-possédants (Foucault 2017 : 54) : on observe une corrélation négative forte entre la probabilité de vote Mélenchon et Le Pen et le niveau de patrimoine des enquêtés. L'impact du populisme dans les catégories sociales fragilisées est également attesté par l'effet positif significatif de la perception par les enquêtés de leur situation économique : la probabilité de vote en faveur des candidats populistes augmente de manière significative avec le sentiment subjectif de ne pas s'en sortir avec les revenus du ménage.

¹⁴ Ces thèmes sont mesurés à partir du degré d'accord avec les quatre items suivants : « Avec les revenus du foyer, on ne s'en sort vraiment pas » (échelle 1-4) ; « Diriez-vous que vous vous intéressez à la politique ? » (échelle 1-7) ; « La politique c'est si compliqué que l'on ne comprend pas vraiment ce qui se passe » (échelle 1-7) ; « Les gens comme moi n'ont pas beaucoup d'influence sur ce que fait le gouvernement » (échelle 1-7).

¹⁵ Cet écart s'était estompé en 2012 avant de resurgir plus récemment, notamment à l'occasion des élections régionales de 2015 (Mayer 2017).

¹⁶ On notera que le sentiment de faire face à des difficultés économiques accroît également significativement la propension à choisir la candidate du FN par rapport à l'abstention, attestant du phénomène de basculement des précaires vers le Front national depuis 2015.

Populisme, aliénation, sentiment de compétence et intérêt politique

La figure 5 présente les effets marginaux moyens (AMEs) du populisme et des principaux indicateurs pour les modèles définis dans le tableau 4¹⁷. Les effets suggèrent que le niveau de populisme a bien une influence sur la propension des électeurs à soutenir ces candidats au premier tour de l'élection présidentielle. Les coefficients positifs montrent que l'élévation du degré de populisme se traduit par une augmentation significative de la probabilité de voter pour Jean-Luc Mélenchon ou Marine Le Pen plutôt que pour l'un des trois candidats des partis de gouvernement –Benoît Hamon, Emmanuel Macron et François Fillon (Cf. Figure 5).

Si l'on considère rapidement ici l'effet moyen comme une approximation linéaire, une augmentation d'un point sur l'échelle de populisme produit en moyenne une augmentation de l'ordre de 10% dans la probabilité théorique du vote Mélenchon et de 12% dans celle du vote Le Pen. De manière plus réaliste, et compte tenu de la distribution observée des scores de populisme, une élévation modeste de l'ordre de 0.5 points de populisme accroît la probabilité prédite d'un vote populiste d'environ 5%¹⁸.

Figure 5

Ces premiers résultats confirment la nature du populisme comme attitude spécifique, ayant un impact distinct et substantiel sur le choix électoral. La propension des électeurs populistes à préférer les candidats populistes est vérifiée, nonobstant leur positionnement idéologique et quels que soient par ailleurs les perceptions subjectives par les enquêtés de leurs difficultés économiques, leur intérêt pour la politique ainsi que leurs sentiments de compétence et d'efficacité politiques. Notons qu'on retrouve à ce titre le lien entre vote populiste et sentiment de n'avoir pas de prise sur les décisions politiques (inefficacité externe). Les électeurs populistes se distinguent également des électeurs mainstream par un plus faible degré d'intérêt pour la politique.

L'effet significatif du positionnement gauche-droite vient à l'appui de la notion de populisme comme idéologie « fine », arrimée à des corpus idéologiques plus denses, qui lui donnent sa connotation politique. En termes spatiaux, les résultats des modèles 1 et 2 distinguent clairement un populisme de gauche (Mélenchon) d'un populisme de droite (Le Pen). La probabilité théorique de vote en faveur du candidat de LFI est fortement indexée à la position des enquêtés sur l'échelle gauche-droite et croît à mesure que l'on se rapproche de la gauche de l'axe. L'effet est positif et significatif. La distribution de ces électeurs sur l'échelle gauche droite illustre cet ancrage prédominant à gauche (Cf. Figure 6).

¹⁷ Les effets marginaux moyens (*average marginal effects*, AME) sont obtenus par le calcul des effets marginaux pour l'ensemble des valeurs possibles des prédicteurs, dont on fait ensuite la moyenne. Ils fournissent une mesure plus intuitive de l'effet d'une variable, qui ne présuppose pas de valeur déterminée ou moyenne pour les autres paramètres du modèle. Ces effets ont été calculés avec le package 'margins' dans R.

¹⁸ Plus généralement, l'asymétrie de la distribution de l'échelle « populisme » peut être potentiellement problématique ici. En particulier, la présence d'un nombre relativement faible d'individus sur les scores très bas de populisme a le potentiel de fausser l'estimation. Afin d'évaluer l'influence possible de ces scores, on procède à une analyse de sensibilité en retirant les individus du premier et du quatrième quartile de l'échelle de populisme, c'est-à-dire les valeurs extrêmes. Sur ces échantillons tronqués, l'effet marginal moyen du populisme demeure positif et significatif : 0.16 pour le vote Mélenchon (N=4 719), 0.19 pour le vote Le Pen (N=4 437).

A l'inverse, le positionnement à droite sur l'échelle a un effet positif et significatif sur la propension à voter pour Marine Le Pen plutôt que pour un candidat mainstream, témoignant de la persistance du fort tropisme droitier du populisme lepéniste. La distribution des électeurs de Marine Le Pen sur l'échelle gauche-droite en témoigne : près d'un tiers (31%) de ses électeurs se situent sur la position la plus à droite de l'échelle ; on retrouve également pour partie le groupe des « ninistes » –ces électeurs qui ne se sentent ni de gauche, ni de droite et se placent pour certains d'entre eux au centre de l'échelle (Mayer 2017: 69)–, qui représentent 18% de l'électorat frontiste de 2017 (Cf. Figure 6).

Figure 6

Par ailleurs, la candidate FN réunit 19% des voix au premier tour chez les individus qui refusent de se placer sur l'échelle gauche-droite, contre 12% pour Jean-Luc Mélenchon. En revanche, les deux candidats obtiennent des scores comparables chez les électeurs qui ne se disent proches d'aucun parti politique en particulier : 26% pour la présidente du Front national et 28% pour le leader de la France Insoumise.

Notons, pour terminer, que les modèles 1 et 2 peuvent également être testés en contrastant cette fois les votes populistes avec l'abstention. S'agissant du premier tour de l'élection présidentielle de 2017, les attitudes populistes augmentent la probabilité théorique de choisir le vote en faveur de Mélenchon et Marine Le Pen plutôt que l'abstention. Les effets marginaux moyens sont plus faibles mais ils demeurent significatifs : 0.03 pour le vote Mélenchon (N=3 477), 0.07 pour le vote Le Pen (N=3 134).

Ces résultats éclairent, pour partie, les liens que le populisme entretient avec la démocratie et de la distinction qu'il convient d'établir entre le populisme comme revendication de souveraineté populaire et la dépolitisation ou la désaffection à l'encontre du système politique. De nombreux auteurs tels que Mény et Surel (2000) insistent sur l'imbrication du populisme dans le régime démocratique contemporain, y voyant une force ré-équilibrante de la démocratie moderne au profit de son « élément populaire ». Mudde (2004) parle à ce sujet d'un « correctif démocratique ». Il n'est pas lieu de s'engager ici dans ce débat, mais il est important de noter que les résultats de l'enquête viennent à l'appui de l'idée selon laquelle le populisme, nonobstant ses aspects clairement anti-système, peut servir de vecteur de mobilisation de secteurs électoraux déconnectés des grands partis de gouvernement et qu'il correspond sans doute plus à une logique de politisation que de désengagement du système politique.

Populisme et dimensions de compétition

Cette notion du populisme comme forme de mobilisation, rattachée au clivage gauche-droite, est fondamentale et pose la question de l'articulation entre le cœur « fin » de l'idéologie populiste et les idéologies plus substantielles sur lesquelles il s'appuie. Il convient en particulier de distinguer l'effet propre du populisme sur l'orientation du choix électoral et d'évaluer dans quel mesure cet effet peut être établi parallèlement à celui des attitudes relatives aux composantes plus « épaisses » de l'offre politique des formations populistes, notamment leur positionnement radical sur les principales dimensions de compétition.

Si certaines études insistent sur l'impact spécifique du populisme (Van Hauwaert & Van Kessel 2018), identifiant notamment un effet distinct, significatif et statistiquement robuste des attitudes populistes sur le vote, d'autres travaux éclairent au contraire les distinctions « radicales », qui mettent en exergue l'importance des traditions de pensées et de valeurs des familles politiques –gauche égalitaire, droite nationaliste– au sein desquelles les mouvements populistes prennent racine (Rooduijn et al. 2017).

Ramenées au cas hexagonal, ces questions méritent d'être posées au regard de la nature du soutien électoral aux populismes de gauche et de droite, à la structure socio-culturelle et idéologique des votes Mélenchon et Le Pen. Les résultats précédents ont témoigné de l'importance du positionnement idéologique gauche-droite des électeurs dans leur inclination pour l'un ou l'autre des deux candidats populistes. On reprend ici l'idée d'une correspondance entre populisme, gauche égalitaire-inclusive sur le plan socio-économique et droite identitaire-exclusive sur la dimension culturelle, pour tester l'effet du populisme sur le vote lorsque sont incorporées au modèle les préférences idéologiques « structurantes » du choix des électeurs. Ces préférences sont mesurées sur les deux principaux axes de compétition – socio-économique et culturel– au travers de cinq échelles d'attitudes (voir détail dans tableau 5).

Tableau 5

Pour la dimension économique, on retient la position des électeurs au regard de la redistribution des richesses, qui demeure un facteur prédominant du vote en faveur des formations de gauche radicale en Europe (voir la revue de littérature par Ivaldi 2017). La dimension culturelle, plus composite, est désagrégée en trois types d'attitudes, qui renvoient pour l'essentiel aux principaux pôles structurants du versant droitier de l'axe GAL/TAN tel que défini par Hooghe et al. (2002), à savoir le traditionalisme, l'autoritarisme et le nationalisme. Pour cette dernière sous-dimension, le modèle distingue également deux corollaires : d'une part, l'opposition à l'immigration ; d'autre part, une attitude plus générale de « fermeture » (Perrineau 2001) et de résistance à l'internationalisation telle qu'exprimée dans l'opposition à l'intégration européenne et la globalisation économique.

La question de la pertinence d'un clivage transnational demeure, nous l'avons souligné plus haut, encore assez largement ouverte (Bakker et al. 2015, Marks et al. 2006) et il ne s'agit à l'évidence pas ici de clore le débat. Au regard de la question des liens qui peuvent être mis en lumière entre l'internationalisation et le populisme (Kneuer 2018), il semble toutefois pertinent de distinguer entre les pôles traditionaliste, autoritaire et nationaliste (anti-immigration) de la dimension culturelle, d'une part, et des enjeux plus spécifiquement liés à l'intégration européenne et la globalisation, d'autre part.

L'examen des corrélations des échelles d'attitudes dans le tableau 6 valide pour partie ces choix : les attitudes à l'égard de l'UE et de la globalisation apparaissent faiblement corrélées avec l'autoritarisme et le traditionalisme culturel, plus fortement en revanche avec les attitudes vis-à-vis de l'immigration. L'homogénéité de l'échelle « Europe Globalisation » confirme en outre qu'il existe en France une « porosité certaine » entre les opinions sur l'intégration européenne et celles sur la mondialisation (Cautrès 2017a: 174).

Tableau 6

Les résultats des modèles logistiques pour le vote Mélenchon (modèle 3) et le vote Le Pen (modèle 4), contrastés avec le choix des trois candidats mainstream, sont présentés dans le tableau 7, ainsi qu'un modèle de contraste des deux électorats populistes (modèle 5). Outre l'ensemble des contrôles socio-démographiques précédents ainsi que l'affiliation idéologique gauche-droite, les modèles 3, 4 et 5 incluent l'ensemble des attitudes relatives aux dimensions économique, culturelle et transnationale de compétition. Les effets marginaux moyens des principaux facteurs idéologiques sont proposés dans la Figure 7.

Tableau 7

Ces résultats confirment l'effet distinct, positif et significatif du populisme comme structure attitudinale sur la probabilité théorique de choix des deux principaux candidats populistes plutôt que leurs homologues mainstream au premier tour de l'élection présidentielle de 2017¹⁹. Le modèle 5 permet de vérifier l'absence de différence significative entre les votes Le Pen et Mélenchon, montrant ainsi que le populisme est une attitude commune aux deux électorats, nonobstant leurs divergences profondes sur la plupart des autres dimensions idéologiques (voir plus loin).

L'effet du populisme est comparable en taille à celui observé précédemment pour le vote Mélenchon : une élévation d'un point sur l'échelle de populisme produit approximativement en moyenne une augmentation de l'ordre de 8% dans la probabilité théorique du vote pour le chef de file de LFI, en contraste des votes mainstream. L'effet marginal du populisme est plus modéré s'agissant du vote Le Pen, autour de +6% pour une augmentation d'un point sur l'échelle, éclairant pour partie l'importance des attitudes plus substantielles qui structurent le vote FN, notamment l'opposition à l'immigration²⁰. Ces différences tiennent également au fait que le modèle utilisé ici demeure sans doute « sous-spécifié » pour ce qui concerne le vote Mélenchon, en ce sens qu'il ne permet pas de mesurer l'importance de plusieurs thèmes centraux de la campagne de LFI en 2017, tels les enjeux environnementaux ou les réformes institutionnelles.

¹⁹ L'importance relative du populisme dans chacun des modèles est validée par une comparaison des critères d'information d'Akaike (AIC). L'AIC qui permet d'évaluer la qualité de l'ajustement entre deux modèles en tenant compte du nombre de paramètres. Dans les deux cas, l'ajout du paramètre « populisme » permet une diminution statistiquement significative de l'AIC, qui témoigne d'un meilleur ajustement lorsque le populisme est ajouté aux modèles.

²⁰ Ces effets persistent pour des échantillons tronqués (retrait des quartiles 1 et 4 de l'échelle de populisme) : autour de 9% pour Mélenchon (N=3 650) et de 7% pour le vote Le Pen (N=3 541). Compte-tenu des corrélations significatives entre plusieurs prédicteurs attitudinaux, on a également procédé à un diagnostic de colinéarité pour les modèles 3 et 4 afin d'identifier d'éventuelles variables redondantes pouvant fausser les estimations. L'examen des facteurs d'inflation de la variance (VIFs) ne montre toutefois aucune indication de multi-colinéarité grave, avec des valeurs toutes inférieures à 2.

Outre l'effet distinct du populisme, les modèles 3, 4 et 5 soulignent l'importance des idéologies plus « denses » sur lesquelles ce dernier vient s'appuyer. Les résultats observables sur les principales dimensions d'attitudes retenues confirment, avec quelques nuances, l'idée d'une distribution du populisme autour de deux pôles principaux représentés par une gauche économiquement inclusive et une droite culturellement exclusive (Mudde & Rovira Kaltwasser 2012). Les coefficients du modèle 5 mettent clairement en lumière les divergences idéologiques profondes qui opposent encore les deux électorats sur la plupart des dimensions de compétition, en particulier leur positionnement sur l'échelle gauche-droite.

Figure 7

A gauche, la probabilité de vote Mélenchon est positivement corrélée avec le principe de justice sociale et un projet radical de redistribution des richesses, qui sont au cœur de la définition du populisme de gauche en Europe occidentale, et qui ont dominé la campagne du candidat de LFI en 2017. On observe également une corrélation négative avec les attitudes autoritaires, qui reflète le positionnement libertaire de Jean-Luc Mélenchon, s'agissant notamment des questions relatives aux lois de sécurité. A droite, on retrouve sans surprise les déterminants idéologiques traditionnels du vote Le Pen que sont l'opposition à l'immigration, d'une part, et l'autoritarisme, d'autre part, dont les effets marginaux moyens sont positifs et significatifs.

Les résultats laissent entrevoir des nuances, cependant, à une spécification binaire stricto sensu des occurrences du populisme autour du pôle inclusion / exclusion. L'impact de la prolétarianisation de l'électorat FN et la pénétration du mouvement lepéniste dans l'électorat de gauche (Perrineau 2017b) est pour partie visible ici : la question de la défense des valeurs traditionnelles ne permet pas de distinguer nettement les électeurs lepénistes de 2017 de ceux des partis mainstream ²¹.

A gauche, on constate également une absence de démarcation de l'électorat Mélenchon sur la question des valeurs traditionnelles et, surtout, vis-à-vis de l'immigration. Les soutiens du chef de file de LFI ne se distinguent pas des électeurs mainstream sur l'attitude envers les immigrés, ne témoignant pas en la matière d'une plus grande propension à l'inclusivité sur la dimension culturelle. Ces résultats contredisent les travaux comparatifs récents : Van Hauwaert & Van Kessel (2018 : 13) observent notamment une corrélation négative significative entre le préjugé anti-immigrés et le vote en faveur des formations populistes de gauche. Cette divergence pourrait traduire l'évolution récente de Jean-Luc Mélenchon sur l'immigration et les positions plus ambivalentes prises sur la question dans la campagne de 2017, s'agissant notamment des travailleurs détachés européens (Grunberg 2017, Ivaldi 2018a).

Dernier élément, les résultats des modèles 3 et 4 suggèrent une convergence des populismes français sur la dimension transnationale, justifiant a posteriori le choix initial de désagréger l'axe culturel de compétition. Le populisme est, rappelons-le, fortement corrélé négativement

²¹ L'électorat FN de 2017 se situe à mi-chemin des électeurs de François Fillon et Benoît Hamon sur la question économique. L'adhésion à la justice sociale différencie significativement les électeurs de Marine Le Pen de ceux de François Fillon. Le traditionalisme isole pour sa part l'électorat Républicain de 2017 de l'ensemble des autres électorats.

avec le degré d'ouverture internationale des individus (-0,3). L'opposition à l'intégration européenne et la perception de la mondialisation comme une menace opposent les électeurs populistes des deux bords à leurs homologues des partis de gouvernement. Les effets marginaux moyens des deux facteurs sont très significatifs et vont dans la même direction pour les électeurs Mélenchon et Le Pen qui se rejoignent au pôle « fermé » de cet axe, et s'opposent de la même manière aux électeurs des candidats mainstream.

Avec deux nuances toutefois. D'une part, la littérature nous invite à considérer l'articulation de la dimension transnationale avec les axes économique et culturel de compétition, en distinguant en particulier les motifs du repli face à l'internationalisation : motivations essentiellement culturelles liés à l'immigration pour le populisme de droite ; raisons économiques liées à la résistance à l'hégémonie néolibérale à gauche du spectre populiste (Meijers 2017). Cautrès (2017a: 173) insiste sur cette « bi-dimensionalité » du rapport des Français à l'Europe et souligne la présence conjointe de demandes de protections économiques et identitaires, que les indicateurs à notre disposition ne permettent hélas pas d'examiner.

D'autre part, le modèle 5 montre que la position sur l'échelle « Europe globalisation » distingue les électeurs de Jean-Luc Mélenchon de ceux de Marine Le Pen, l'ouverture internationale favorisant significativement le choix en faveur du chef de file de LFI par rapport à la présidente du FN. On mesure sans doute ici l'intensité et l'antériorité historique de l'opposition à l'intégration européenne chez les électeurs frontistes. Le tournant « eurosceptique » de Jean-Luc Mélenchon reste, en comparaison, à la fois plus modéré et beaucoup plus récent. La compétition sur la dimension internationale concerne avant tout, on le voit, les formations populistes face à leurs homologues mainstream.

Le populisme comme mécanisme « supplétif » ?

Qu'en est-il, pour terminer, des interactions entre le populisme et les formes idéologiques plus complexes auxquelles il vient s'adosser ? L'effet du populisme peut être lié à l'intensité de ces idéologies plus épaisses : plus précisément, son effet peut s'exercer avec une amplitude variable en fonction du degré de consolidation des préférences idéologiques. Par hypothèse, le populisme devrait jouer un rôle plus significatif lorsque ces préférences sont moins fortement structurées chez les individus. On teste ici les modèles 3 et 4 précédents en y ajoutant des effets d'interactions entre le populisme, l'identité politique gauche-droite et les principales dimensions de compétition, à savoir la redistribution pour le populisme de gauche et l'anti-immigration pour le populisme de droite (Cf. Tableau 8).

Tableau 8

Le modèle avec interactions confirme l'effet des variables individuelles de populisme et d'affiliation gauche-droite sur le vote Mélenchon. En revanche, le coefficient d'interaction n'est pas statistiquement significatif, chacune des variables exerce son effet sur le vote en faveur du candidat des Insoumis indépendamment de l'autre. De la même façon, la taille de l'effet de populisme demeure de même magnitude quel que soit le niveau d'adhésion au principe de redistribution (coefficient d'interaction non significatif). S'agissant du vote Le

Pen, l'interaction entre le populisme et le placement sur l'axe gauche-droite n'est pas statistiquement significative. En revanche, on constate un effet modérateur significatif (coefficient d'interaction négatif, $p < 0,05$) pour l'interaction entre le populisme et l'anti-immigration. Le signe du coefficient suggère que l'effet du populisme diminue à mesure que s'accroît le niveau d'opposition à l'immigration, ce qui va dans le sens de l'hypothèse initiale.

Pour aller plus loin dans l'examen des interactions, les probabilités théoriques de vote pour chacun des deux candidats populistes produites par les attitudes populistes sont examinées en fonction de deux paramètres : d'une part, l'orientation idéologique gauche-droite des électeurs ; d'autre part, leur positionnement sur leur dimension de compétition principale. On divise l'échantillon autour de la médiane de populisme, ce qui permet de distribuer les individus en deux classes de populisme, « faible » et « fort ». Pour chacune de ces deux classes, on calcule la probabilité de vote populiste en fonction du critère idéologique dominant, ainsi qu'un intervalle de confiance à 95%. La probabilité « moyenne » de vote populiste est indiquée par une ligne horizontale et sert de référence pour évaluer l'impact du populisme (Cf. Figure 8)²².

Figure 8

Les résultats illustrent en premier lieu l'effet principal distinct du populisme identifié plus haut : un niveau plus élevé de populisme accroît de manière significative la probabilité de vote en faveur de Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen. Dans pratiquement tous les cas, cette augmentation est significative, reflétant cette logique « cumulative » des attitudes populistes, de l'identité politique gauche-droite et des dimensions principales de compétition.

Un second mécanisme se dessine, celui du populisme comme « supplétif » de mobilisation électorale. Ce mécanisme répond à une logique spatiale de compétition. Les électeurs situés aux extrêmes des axes apparaissent prioritairement motivés par leurs préférences idéologiques : la propension à voter pour les candidats populistes y est toujours significativement différente de la probabilité moyenne et le populisme vient dans ces cas-là renforcer simplement l'effet de l'idéologie ou des enjeux socio-économiques et culturels.

L'impact du populisme est plus visible, en revanche, sur les positions médianes, au centre des principales dimensions de compétition, auprès d'électeurs dont les préférences idéologiques sont moins cristallisées. Le populisme y joue un rôle en tant que moteur supplémentaire de mobilisation, venant en quelque sorte suppléer la faiblesse des affiliations et des préférences idéologiques sur ces segments électoraux spécifiques.

²² Rappelons que l'on raisonne ici dans le cadre des modèles de régressions logistiques multiples, c'est-à-dire en « neutralisant » l'effet de l'ensemble des autres facteurs, sociodémographiques et idéologiques. Les probabilités prédites « moyennes » de vote Mélenchon et du vote Le Pen sont 0,25.

Pour ce qui concerne le vote Mélenchon, cet effet supplétif du populisme demeure relativement limité, au regard notamment de l'effet structurant de l'affiliation gauche-droite. Le populisme opère sur une portion très réduite de l'électorat, située au centre-gauche (position 5). Pour ces individus seulement, un populisme fort place les probabilités prédites de vote au-dessus de la probabilité moyenne de l'échantillon, symbolisée par une ligne horizontale. Ailleurs, le positionnement des individus contribue fortement à structurer le choix en faveur du candidat de LFI (à gauche) ou contre ce dernier (à droite), indépendamment du degré de populisme.

On retrouve un effet de même nature, plus net, sur l'axe de redistribution. L'élévation du niveau de populisme contribue de manière significative à une augmentation des probabilités prédites de vote Mélenchon sur le segment médian (positions 3 à 6), c'est-à-dire auprès d'un électorat plus faiblement structuré par ses préférences sur la dimension matérialiste de compétition. Ici, le populisme permet, on le voit, une « sur-mobilisation » efficace de ces électeurs dont la probabilité prédite de vote en faveur du candidat de LFI devient supérieure à la moyenne lorsque le niveau de populisme est plus élevé.

S'agissant vote Le Pen, les attitudes à l'égard de l'immigration demeurent un facteur fortement polarisant de l'orientation du choix en faveur de la présidente du FN. L'effet du populisme reste relativement marginal, en particulier auprès des individus les plus « cosmopolites » chez lesquels la probabilité d'un vote Le Pen demeure très en-deçà de la moyenne. Le populisme n'opère que sur une section réduite de l'échelle (autour de la position 5), auprès d'électeurs faiblement opposés à l'immigration pour lesquels on observe un renforcement significatif de la probabilité de vote Le Pen pour un niveau plus élevé de populisme.

A l'inverse, l'interaction du populisme avec l'affiliation gauche-droite suggère un impact potentiellement plus important du degré de populisme sur la section droitère de l'axe. L'opposition entre la gauche et la droite apparaît ici très clairement : quel que soit leur niveau de populisme, les individus situés à gauche sur l'axe (positions 5 et inférieures) ont une probabilité de vote Le Pen inférieure à la moyenne. A droite de l'axe, en revanche, le populisme exerce une influence significative sur la quasi-totalité des positions, à l'exception de la catégorie la plus extrême : l'élévation du niveau de populisme y produit une augmentation significative de la probabilité prédite de voter en faveur de la candidate FN, qui témoigne de l'importance du populisme comme mécanisme de mobilisation auprès d'électeurs de droite. Cet effet est particulièrement visible sur la position centrale de l'axe où le degré de populisme multiplie pratiquement par trois (de 0,12 à 0,35) la probabilité de choisir Marine Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle de 2017, illustrant la présence conjointe d'électeurs centristes modérés, faiblement populistes, et du groupe de « ninistes », qui constitue un contingent significatif du lepénisme électoral (Mayer 2017).

Conclusion

L'essor électoral du populisme constitue sans aucun doute un des phénomènes politiques les plus marquants de ces deux dernières décennies. En France, ce développement du populisme a participé des bouleversements récents du système politique et des recompositions à l'œuvre à l'occasion des élections de 2017.

A partir d'une définition opérationnelle du populisme, cet article a proposé d'évaluer empiriquement la présence d'attitudes populistes au sein des électorats français, et la distribution de ces attitudes sur l'axe politique, faisant l'hypothèse que le populisme existe sur l'ensemble du spectre partisan et, notamment, à ses deux extrêmes. Cet article a posé en particulier deux questions : celle de la congruence entre populisme de l'offre et populisme de la demande, d'une part, et, d'autre part, celle de l'impact des attitudes populistes sur l'orientation du choix électoral au regard des attaches idéologiques plus profondes et des préférences socio-économiques et culturelles structurantes du vote.

Les résultats témoignent de la présence chez les électeurs français du populisme en tant que structure cohérente de représentations du champ politique, organisée par une vision moniste et polarisée d'une société politique duale, le postulat d'un antagonisme profond entre le « peuple » et « l'élite », et l'affirmation du primat absolu de la souveraineté populaire. Au sein de l'électorat, le populisme constitue une forme attitudinale mesurable, orientée vers une classe d'objets socio-politiques relatifs pour l'essentiel au pouvoir et à la représentation, d'intensité variable, qui exerce un effet distinct et significatif sur l'orientation des comportements électoraux.

Les données attestent de la rencontre entre un populisme de l'offre partisane, incarné notamment par Jean-Luc Mélenchon à gauche et Marine Le Pen à droite, et un populisme « d'en-bas ». Les attitudes populistes augmentent de manière significative la propension à voter pour les deux principaux candidats populistes au premier tour de l'élection présidentielle de 2017. Le populisme distingue également le vote en faveur de Jean-Luc Mélenchon à gauche et Marine Le Pen du choix de s'abstenir, et semble ainsi constituer un vecteur de mobilisation d'électeurs déconnectés des partis traditionnels. Il correspond sans doute plus à cet égard à une logique de politisation que d'apathie ou de désengagement du système politique.

Cette influence directive du populisme sur le choix électoral ne s'exerce toutefois pas de manière isolée. Nos résultats témoignent de la nature faiblement substantielle du populisme et de la nécessité pour lui de s'adosser à des idéologies de morphologies plus denses, avec lesquelles il vient interagir pour structurer les comportements, et qui lui donnent sa signification. Au prisme des préférences de ses électeurs, le FN illustre le syncrétisme national-populiste défini par Taguieff (1984) dès le milieu des années 1980, qui demeure aujourd'hui encore un élément fondamental de la dynamique de mobilisation du mouvement lepéniste ; à gauche, le succès de Jean-Luc Mélenchon prend appui sur une formule populiste d'inclusion sociale, portée par des valeurs égalitaires et fermement positionnée à gauche de l'axe politique²³.

²³ Ce résultat rejoint les conclusions de Cautrès (2017b: 189) qui voit dans le vote Mélenchon de 2017 une synthèse des composantes communistes et, pour partie, socialistes de la gauche française.

A l'échelle des citoyens, nos résultats infirment en tout état de cause l'idée d'une dissociation entre le populisme et ces idéologies plus complexes telles que l'affiliation gauche-droite ou la position des individus sur les principales dimensions de compétition. La logique à l'œuvre est une logique additive plus que substitutive, par laquelle le populisme vient renforcer les effets principaux des formes idéologiques plus substantielles. La distinction, notamment, entre la gauche et la droite ne devient donc pas « seconde » (Fassin 2017 : 83). Bien au contraire, le populisme des électeurs ne prend sa signification qu'en s'appuyant sur les valeurs et les préférences idéologiques associées à la gauche ou à la droite. On rejoint ici plus largement les conclusions d'Huber & Schimpf (2017) lorsque ces derniers affirment que le populisme ne peut ni ne doit être isolé de ses idéologies « hôtes » (p.152).

Une seconde logique se dessine, toutefois, qui est celle du populisme comme mécanisme « supplétif » de mobilisation électorale. Cet effet répond à une dynamique spatiale. Le populisme opère de manière spécifique sur les positions médianes des principales dimensions de compétition, auprès d'électeurs dont les préférences idéologiques sont moins stabilisées et moins déterminées. Chez ces électeurs, le populisme joue en tant que moteur de mobilisation en faveur des candidats populistes, pouvant le cas échéant suppléer la faiblesse de leurs affiliations et de leurs préférences idéologiques. Ces résultats rejoignent les conclusions de Van Hauwaert & Van Kessel (2018) qui voient dans le populisme un « substitut motivationnel » (p.16).

Enfin, nos résultats corroborent l'importance du clivage transnational dans la mobilisation par les acteurs populistes aux deux pôles du spectre partisan. Ces résultats témoignent de la cristallisation d'une dimension de compétition transnationale –autour d'un axe « fermé » / « ouvert » (Grunberg 2017 : 317), dont les populistes, pour des motifs divers, se sont faits les porte-voix à l'occasion des élections de 2017. L'opposition à l'UE et à la globalisation contribuent fortement à différencier les électeurs populistes de leurs homologues mainstream.

Se pose ici la question du lien entre populisme et nationalisme. De Cleen & Stavrakakis (2017) suggèrent d'explorer plus avant l'articulation entre la logique horizontale du nationalisme (dedans / dehors) et la logique verticale du populisme (haut / bas). Le nationalisme ethno-culturel est traditionnellement un élément constitutif de l'idéologie de droite radicale et forme le noyau central du populisme du FN. A gauche, le combat des populistes contre l'hégémonie néolibérale s'affirme aussi comme une lutte pour la souveraineté nationale, une entrée en résistance à l'UE et à la globalisation. En 2017, la campagne présidentielle de Jean-Luc Mélenchon a témoigné d'une volonté claire de s'approprier un référentiel patriotique, processus accompagné d'une relative prise de distance avec la tradition cosmopolite et universaliste de la gauche.

A ce titre, l'opposition entre un populisme de gauche inclusif et un populisme de droite plus exclusif mérite sans doute d'être amendée. Parce que profondément malléable, le populisme est en mesure d'importer des schèmes idéologiques issus de traditions diverses et parfois antagonistes. Indéniablement, cette plasticité du populisme contribue à un brouillage des positions idéologiques et des identités politiques principales, qui peut servir ses intérêts électoraux. Cela a semble-t-il été le cas à gauche en 2017 avec le moment « national-populaire » de Jean-Luc Mélenchon. S'agissant des partis de droite radicale, Rovny (2013) a souligné la manière dont ces partis entreprennent volontairement de « brouiller » leurs positions économiques dans le but d'élargir leur base électorale. Perrineau (2017b: 69) évoque un processus « d'hybridation » de l'héritage de la gauche par le Front national.

On terminera en évoquant le dilemme stratégique des populismes, entre mobilisation transversale et logique de compétition localisée au sein des sous-systèmes de partis de la gauche et de la droite, entre fonction tribunitienne et participation gouvernementale. En dépit de leur succès présidentiel, La France Insoumise et le Front national sont aujourd'hui confrontés à la nécessité de nouer des alliances avec leurs concurrents mainstream les plus proches, un impératif renforcé par les contraintes du système majoritaire. A l'instar d'autres mouvements populistes européens tels que le M5S italien, le FPÖ autrichien ou Podemos en Espagne, les leaders de LFI et le FN mesurent sans aucun doute la difficulté de faire vivre un populisme « hors-sol », qui se voudrait totalement libre de toute attache politique.

*
* *

Bibliographie

- Akkerman, A., Mudde, C. and A. Zaslove (2014) 'How populist are the people? Measuring populist attitudes in voters', *Comparative Political Studies*, 47(9), 1324-53.
- Alonso, S. and Rovira Kaltwasser, C. (2014) Spain: No Country for the Populist Radical Right? *South European Society and Politics*, 20(1): 21-45.
- Anduiza E., Guinjoan M., Rico G. (2018) Economic Crisis, Populist Attitudes, and the Birth of Podemos in Spain. In: Giugni M., Grasso M. (eds) *Citizens and the Crisis*. Cham: Palgrave Macmillan, pp.61-81.
- Anduiza, Eva and Guillem Rico (2016) 'Economic correlates of populist attitudes: An analysis of nine European countries', Working Paper, Universitat Autònoma de Barcelona, Janvier
(<https://www.ceu.edu/sites/default/files/attachment/event/14668/economic-correlates-populist-attitudes-eva-anduiza.pdf>)
- Aslanidis, P. (2016) Is populism an ideology? A refutation and a new perspective. *Political Studies*, 61(1): 88-104.
- Bakker, R., De Vries, C., Edwards, E., Hooghe, L., Jolly, S., Marks, G., Polk, J., Rovny, J., Steenbergen, M. and Vachudova, M. A. (2015). Measuring Party Positions in Europe: The Chapel Hill Expert Survey Trend File, 1999- 2010. *Party Politics*, 21(1):143-152.
- Birnbaum, P. (2012a) Genèse du populisme. Le peuple et les gros. Paris: Pluriel.
- Birnbaum, P. (2012b) 'La parabole de M. Mélenchon', *Critique* n°776-777: 110-118
- Bornschieer, S. and Lachat, R. (2009) The Evolution of the French Political Space and Party System. *West European Politics*, 32(2): 360-383.
- Canovan, M. (1999). Trust the people! Populism and the two faces of democracy. *Political studies*, 47(1), 2-16.
- Casero-Ripollés, A., Sintés-Olivella, M. and Franch, P. (2017) The Populist Political Communication Style in Action: Podemos's Issues and Functions on Twitter During the 2016 Spanish General Election. *American Behavioral Scientist*, 61(9): 986-1001.
- Cautrès, B. (2017a) La remise en cause de l'Europe. In Perrineau, P. and Rouban, L. (eds.) *La démocratie de l'entre-soi*. Paris : Presses de Sciences-Po, pp.163-178.

- Cautrès, B. (2017b) Mélenchon, « vainqueur caché » de la présidentielle ? in Perrineau, P. (ed) *Le vote disruptif: Les élections présidentielle et législatives de 2017*. Paris: Presses de Sciences Po, pp. 175-192.
- Colliot-Thélène, Catherine et Guénard, Florent (eds.) (2014) *Peuples et populisme*. Paris: PUF
- Collovald, A. (2005) *Le populisme : de la valorisation à la stigmatisation du populaire*. Hermès, La Revue 2005/2, n°42: 154-160.
- Crépon S., Dézé, A. and N. Mayer (eds.) (2015) *Les faux-semblants du Front national*. Paris: Presses de Sciences Po
- De Cleen, B. and Stavrakakis, Y. (2017) *Distinctions and Articulations: A Discourse Theoretical Framework for the Study of Populism and Nationalism*. *Javnost - The Public*, 24(4): 301-319
- De la Torre, Carlos (2015) *The Promise and Perils of Populism: Global Perspectives* (Lexington: The University Press of Kentucky).
- Doyle, David (2011) 'The Legitimacy of Political Institutions. Explaining Contemporary Populism in Latin America', *Comparative Political Studies*, 44(1), 1447-1473.
- Elchardus, Mark and Bram Spruyt (2016) 'Populism, Persistent Republicanism and Declinism: An Empirical Analysis of Populism as a Thin Ideology', *Government and Opposition*, 51(1), 111-133.
- Fassin, E. (2017) *Populisme : le grand ressentiment*. Paris: Textuel
- Foucault, M. (2017) *La France politique des possédants et des non-possédants*. In Perrineau, P. and Rouban, L. (eds.) *La démocratie de l'entre-soi*. Paris : Presses de Sciences-Po, pp.43-56.
- Gómez-Reino, M. and Llamazares, I. (2015) *From Working-Class Anticapitalism to Populism: Theoretical Developments and Political Choices in the Birth of Podemos*. Team Populism BYU.
https://populism.byu.edu/App_Data/Publications/Gomez%20Reino%20and%20Llamazares%20draft.pdf
- Gougou F. (2015) *Les ouvriers et le vote Front National. Les logiques d'un réalignement électoral*, in Crépon S. et al. (dir.), *Les faux-semblants du Front national*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Gougou, F. and Labouret, S. (2013). *La fin de la tripartition ? Les recompositions de la droite et la transformation du système partisan*. *Revue Française de Science Politique*, 63(2): 279-302.
- Grunberg, G. (2017) *Le sombre avenir de la gauche*. in Perrineau, P. (ed) *Le vote disruptif: Les élections présidentielle et législatives de 2017*. Paris: Presses de Sciences Po, pp. 307-318.
- Halikiopoulou, D., Nanou, K., & Vasilopoulou, S. (2012). *The paradox of nationalism: The common denominator of radical right and radical left euroscepticism*. *European Journal of Political Research*, 51(4), 504-539.
- Hawkins, Kirk A. (2010) *Venezuela's Chavismo and Populism in Comparative Perspective* (Cambridge: Cambridge University Press).
- Hawkins, Kirk A., Riding, Scott and Cas Mudde (2012) 'Measuring Populist Attitudes, Political Concepts Committee on Concepts and Methods Working Paper 55, http://www.concepts-methods.org/Files/WorkingPaper/PC_55_Hawkins_Riding_Mudde.pdf.
- Hermet, G. (2001) *Les populismes dans le monde. Une histoire sociologique, 19e-20e siècle*, Paris: Fayard

- Hernández, E. and Kriesi, H. (2016) The electoral consequences of the financial and economic crisis in Europe. *European Journal of Political Research*, 55, 203–224.
- Hooghe, L., Marks, G. and Wilson, C. J. (2002) Does Left/right structure party positions on European integration? *Comparative Political Studies*, 35(8): 965–989.
- Huber, R.A. and C.H. Schimpf (2017) On the Distinct Effects of Left-Wing and Right-Wing Populism on Democratic Quality. *Politics and Governance*, 5(4): 146–165.
- Inglehart, Ronald F. and Pippa Norris (2016) ‘Trump, Brexit, and the Rise of Populism: Economic Have-Nots and Cultural Backlash’, Faculty Research Working Paper Series, Harvard Kennedy School of Government, August, RWP16-026 (<https://research.hks.harvard.edu/publications/getFile.aspx?Id=1401>)
- Ionescu, G. & Gellner, E. (1969) *Populism. Its Meanings and National Characteristics*, NY : McMillan
- Ivaldi, G. (2015) Du néolibéralisme au social-populisme ? La transformation du programme économique du Front national (1986-2012). In Crépon, S., Dézé, A. and Mayer, N. (eds.), *Les faux semblants du Front National*. Paris: Presses de Sciences-Po, pp.161-184
- Ivaldi, G. (2016) Le Front national français dans l’espace des droites radicales européennes. *Pouvoirs*, n°157: pp.115-126
- Ivaldi, G. (2017) Electoral basis of populist parties. In Heinisch, R., Holtz-Bacha, C. and O. Mazzoleni (eds.) *Political Populism. A Handbook*, Baden-Baden: Nomos, pp.157-168
- Ivaldi, G. (2018a) Parties and Voters in the Populist Market in France. In Stockemer, D. (ed.) *Populism around the world: A Comparative Perspective*, Springer, forthcoming
- Ivaldi, G. (2018b) Contesting the EU in Times of Crises: The Front National and Politics of Euroscepticism in France. *Politics*, forthcoming
- Ivaldi, G., Lanzone, M.E. and D. Woods (2017) ‘Varieties of Populism Across a Left-Right Spectrum: the case of the Front National, the Northern League, Podemos and Five Star Movement’, *Swiss Political Science Review*, 23(4): 354-376
- Kitschelt, H. (1994) *The Transformation of European Social Democracy*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Ivaldi, Gilles et Zaslove, A. (2015) ‘L’Europe des populismes : confluences et diversité’, *Revue Européenne des Sciences Sociales*, 53(1/2), 121-155.
- Jagers, J. and Walgrave, S. (2007) Populism as political communication style: An empirical study of political parties' discourse in Belgium. *European Journal of Political Research*, 46(3), 319-345.
- Katsambekis, G. (2017) The Populist Surge in Post-Democratic Times: Theoretical and Political Challenges. *The Political Quarterly*, 88(2): 202-210.
- Kneuer, M. (2018) The tandem of populism and Euroscepticism: a comparative perspective in the light of the European crises. *Contemporary Social Science*. Published online: 22 Jan 2018, <https://doi.org/10.1080/21582041.2018.1426874>
- Kriesi, H. (2014) The Populist Challenge, *West European Politics* 37(2): 361-78.
- Kriesi, H. and Pappas, T.S. (eds.) (2015) *European Populism in the Shadow of the Great Recession*. Colchester: ECPR Press.
- Kriesi, H., Grande, E., Lachat, R., Dolezal, M., Bornschier, S. and Frey, T. (2008) *West European Politics in the Age of Globalization*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Lanzone, M. E. (2014) The Post-Modern Populism in Italy: the case of the Five Star Movement, en D. Woods et B. Wejnert (sous la direction de), *The Many Faces of Populism: Current Perspectives*, Research in Political Sociology, vol. 22, Bingley, Emerald Press Group, 53-78

- Leca, J. (2012) Justice pour les renards ! Comment le pluralisme peut nous aider à comprendre le populisme. *Critique* 2012/1, n° 776-777: 85-95.
- March, L. (2017) Left and right populism compared: The British case. *The British Journal of Politics and International Relations*, 19(2): 282-303.
- March, Luke (2007). From Vanguard of the Proletariat to Vox Populi: Left-Populism as a 'Shadow' of Contemporary Socialism. *SAIS Review*, 27(1), 63-77.
- March, Luke (2011) *Radical Left Parties in Europe*. New York: Routledge.
- Marks, G., Hooghe, L., Nelson, M., and Edwards, E. (2006). Party Competition and European Integration in the East and West Different Structure, Same Causality. *Comparative Political Studies*, 39(2):155–175.
- Mayer, N. (2005) Votes populaires, votes populistes. *Hermès, La Revue*, 42(2): 161-166.
- Mayer, N. (2017) Les électeurs du Front national (2012-2015). In Gougou, F and Tiberj, V. (2017) *La déconnexion électorale*, Fondation Jean-Jaurès, pp.69-76
- Meijers, M. (2017) Contagious Euroscepticism. The Impact of Eurosceptic Support on Mainstream Party Positions on European integration. *Party Politics* 23(4): 413-423
- Moffitt, B. and Tormey, S. (2014). Rethinking Populism: Politics, Mediatisation and Political Style. *Political Studies*, 62(2), 381-397.
- Mouffe, C. (2016) 'In defence of left-wing populism'. <http://theconversation.com/in-defence-of-left-wing-populism-55869>
- Mouffe, C. (2017) M. Mélenchon, le réformiste radical. *Le Monde* 16/17 avril http://www.lemonde.fr/idees/article/2017/04/15/chantal-mouffe-melenchon-un-reformiste-radical-contre-l-oligarchisation_5111864_3232.html
- Mudde, C. and Rovira Kaltwasser, C. (2017), *Populism: A Very Short Introduction*. New York, NY: Oxford University Press
- Mudde, Cas (2004). The populist zeitgeist. *Government and opposition*, 39(4), 542-563.
- Mudde, Cas and Cristobal Rovira Kaltwasser (2012) *Populism in Europe and the Americas: Threat or Corrective for Democracy?* Cambridge: Cambridge University Press.
- Müller, Jan-Werner (2016), *What is Populism?* Philadelphia, PA: University of Pennsylvania Press, Kindle edition.
- Nadeau, R., Bélanger, É., Lewis-Beck, M., Cautrès, B. and Foucault, M. (2012) *Le vote des Français de Mitterrand à Sarkozy. 1988-1995-2002-2007*. Paris, Presses de Sciences Po
- Oliver, J. Eric, and Wendy M. Rahn (2016) 'Rise of the Trumpenvolk Populism in the 2016 Election', *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, 667(1), 189-206.
- Panizza, Francisco (2005) Introduction: Populism and the Mirror of Democracy. in Francisco Panizza (ed.) *Populism and the Mirror of Democracy*. London: Verso, pp.1-31.
- Pauwels, T. (2017) Measuring populism: a review of current approaches. In Heinisch, R., Holtz-Bacha, C. and O. Mazzoleni (eds.) *Political Populism. A Handbook*, Baden-Baden: Nomos, pp.123-136.
- Perrineau, P. (2017a) Front national : un nouveau vote de classe ? In Perrineau, P. and Rouban, L. (eds.) *La démocratie de l'entre-soi*. Paris : Presses de Sciences-Po, pp.133-146.
- Perrineau, P. (2017b) *Cette France de gauche qui vote FN*. Paris: Seuil
- Perrineau, P. (ed.) (2001) *Les croisés de la société fermée : l'Europe des extrêmes droites*. La Tour-d'Aigues: Éditions de l'Aube
- Poblete, M.E. (2015) How to assess populist discourse through three current approaches. *Journal of Political Ideologies*, 20(2): 201–218.

- Ramiro, Luis and Raul Gomez (2016) 'Radical-Left Populism during the Great Recession: Podemos and Its Competition with the Established Radical Left', *Political Studies*, first published online June 22, 2016 doi:10.1177/0032321716647400.
- Rooduijn, M. and T. Akkerman (2017) 'Flank attacks Populism and left-right radicalism in Western Europe', *Party Politics*, 23(3): 193-204
- Rosanvallon, Pierre (2014) *Penser le populisme*. In Colliot-Thélène, Catherine et Guénard, Florent (eds.) *Peuples et populisme*. Paris: PUF, pp.27-42.
- Ruiz Jiménez, A.M., González-Fernández, M.T., Jiménez-Sánchez, M. (2015) Identifying with the Nation: Spain's Left-Wing Citizens in an Age of Crisis. *South European Society and Politics*, 20(4): 487- 508.
- Stanley, Ben (2008) The thin ideology of populism, *Journal of Political Ideologies*, 13(1): 95-110.
- Stavrakakis, Y., Andreadis, I. and Katsambekis, G. (2017) A new populism index at work: identifying populist candidates and parties in the contemporary Greek context. *European Politics and Society* 18(4): 446-464.
- Stavrakakis, Yannis and Giorgos Katsambekis (2014) Left-wing populism in the European periphery: the case of SYRIZA. *Journal of Political Ideologies*, 19(2), 119-142.
- Taguieff, P.-A. (1984) La rhétorique du national-populisme. Les règles élémentaires de la propagande xénophobe. *Mots*, n°9: 113-139.
- Taguieff, P.-A. (2002) *L'illusion populiste. De l'archaïque au médiatique*. Paris: Berg International
- Van der Ark, L. A. (2012) New Developments in Mokken Scale analysis in R. *Journal of Statistical Software*, 48(5): 1-27.
- Van Kessel, Stijn (2015) *Populist parties in Europe: agents of discontent?* Palgrave Macmillan UK.
- Werts, Han, Scheepers, Peer and Marcel Lubbers (2013) Euro-scepticism and radical right-wing voting in Europe, 2002–2008: Social cleavages, socio-political attitudes and contextual characteristics determining voting for the radical right. *European Union Politics*, 14: 183-205
- Weyland, Kurt (2001). Clarifying a contested concept: Populism in the study of Latin American politics. *Comparative politics*, 1-22.